REPUBLIQUE DU CAMEROUN
SERVICES DU PREMIER MINISTRE

LES RENCONTRES ECONOMIQUES DU CAMEROUN 2025

CAHIER DES RECOMMANDATIONS

RELANCER L'ÉCONOMIE CAMEROUNAISE DANS LE CONTEXTE DE MUTATION PROFONDE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE : QUELLES SONT LES CLÉS ?

LES 26 ET 27 FÉVRIER 2025 AU HILTON HOTEL À YAOUNDÉ

Sous la Présidence de Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Organisé par le Groupement des Entreprises du Cameroun

Problématique rencontrée	N°	RECOMMANDATION	DOMAINE / SECTEUR	RESPON-SABLE	INDICATEURS DE RESULTAT	DELAIS D'EXECUTION	SOURCE DE VERIFICATION
PANEL D'OUVERTURE : Quel modèle de politique économique pour construire un pacte productif, levier de croissance pour l'économie camerounaise ?							
Nécessité d'un suivi attentif de la mise en œuvre des recommandations issues des REC	R1 -	Mettre en place, par un acte formel de Son Excellence Monsieur Premier Ministre Chef du Gouvernement, un comité participatif ou paritaire dédié au monitoring des recommandations ci-dessus formulées	Suivi-évaluation	PM			
Le dispositif de mise en œuvre de la SND 30 n'est pas logé à un niveau hiérarchique lui permettant de véritablement piloter la mise en œuvre ou le suivi évaluation. Cela limite sa capacité à mobiliser les différents acteurs et à assurer la cohérence des actions. Dans la pratique elle se limite à la collecte des données auprès des ministères pour l'élaboration des rapports mais ne dispose pas de pouvoir pour lever les pesanteurs observées	R2 -	Doter l'instance de coordination de la mise en œuvre de la SND 30, des pleins pouvoirs et d'un positionnement hiérarchique lui permettant de piloter effectivement la mise en œuvre (Un haut Responsable des SPM pourrait en assurer la Présidence). Il est crucial de renforcer le dispositif de mise en œuvre de la SND30 pour en faire un véritable outil de pilotage et de suivi-évaluation.					
Les objectifs et cibles de la SND30 ne tiennent pas compte du contexte économique actuel et pourtant il est crucial que la SND30 soit régulièrement adaptée au contexte pour garantir son efficacité et sa pertinence	R3 -	Mettre à jour la SND30 en prenant en compte dans les hypothèses les dynamiques économiques actuelles ;	Planification stratégique	MINEPAT			

Des incohérences souvent observées dans les actions menées par différents segments de l'Etat, parfois à l'opposé des objectifs de politique économique ne permettent pas un développement efficient	R4 -	Renforcer la cohérence entre les politiques sectorielles (en l'occurrence mettre en place une Instance habilitée à rendre caduque les actes contradictoires aux objectifs de la stratégie)	Planification stratégique	SPM			
	R5 -	Mettre en place un Comité National de la Politique Economique (CNPE). Ce serait un organe de dialogue, de collaboration et de recherche des synergies entre l'Etat et le Secteur privé en vue de bâtir le consensus sur les réformes et mesures phares de la politique économique visant une croissance forte du PIB	Planification stratégique	SPM			
Des distorsions de concurrence causées ou non par l'application de certains textes étatiques, occasionnent des manques à gagner important pour les entreprises et partant une baisse des recettes fiscales, en freinant au passage le développement de l'économie, sans véritable intervention de la Commission Nationale de la Concurrence	R6 -	Transformer la Commission Nationale de la Concurrence en une véritable Autorité Nationale de la Concurrence et des marchés (ANCM). Elle aurait pour mission d'assainir les marchés de biens et services et maintenir une concurrence saine et loyale. Cela contribuerait à améliorer le taux d'utilisation des capacités installées des industries et de réduire les pertes fiscales	Régulation du marché	SPM			
L'approvisionnement des marchés en produits de grande consommation doit être amélioré pour réduire la spéculation et mieux contrôler l'inflation	R7 -	Réformer la MIRAP et en faire une entité en charge de la gestion de l'information sur les marchés (Elle aurait la charge de compilation des informations sur les productions et les besoins des marchés. L'approvisionnement serait réservé aux entités privées)	Régulation du marché	SPM			
L'attraction des IDE est très faible et ne permet pas d'envisager des projets d'envergure qui feraient véritablement décoller notre économie	R8 -	Faire du lobbying pour l'attraction des capitaux étrangers sur les principales places commerciales (Shanghai, Washington, Bruxelles…)	Financement de l'économie	MINFI			

Problématique rencontrée	N°	RECOMMANDATION	DOMAINE / SECTEUR	RESPON-SABLE	INDICATEURS DE RESULTAT	DELAIS D'EXECUTION	SOURCE DE VERIFICATION
Atelier 1 : Développement de l'Agribusiness. « Politique agricole et import substitution : comment réussir la transformation ? »							
L'accès difficile au financement des activités agricoles en raison notamment de l'absence de produits financiers adaptés freine la croissance de ce secteur qui reste très en en deçà du réel potentiel du Cameroun	R9 -	Améliorer le financement du secteur de l'agriculture à travers : (i) la promotion et la mise en place des mécanismes de financement adaptés aux activités agropastorales, au niveau des banques (ii) la mise en place d'un mécanisme de subventions agricoles (notamment sur la mécanisation) à l'image de ce qui est pratiqué ailleurs (UE avec le PAC, les USA, Brésil, Inde, etc.) (iii) finaliser le projet de création d 'une banque agricole	Financement de l'agriculture	MINFI MINADER MINEPIA MINEPAT			
L'insécurité foncière limite les possibilités de création d'espace agroindustriel. De même, l'offre en site industriel intégré est faible voire inexistante, conséquence, le coût d'installation des industries est non compétitif	R10-	Accélérer la réforme foncière avec un accent sur le foncier agricole et industriel, en l'occurrence : (i) mettre en place un programme de mobilisation, aménagement et mise à disposition de terres agricole ; (ii) Réformer et capaciter la MAGZI avec un modèle économique basé sur l'offre des sites agroindustriels clés en mains, zones économiques ; (iii) créer des ZES pour densifier les transformation ; (vi) Conditionner l'annulation d'un titre Foncier à l'approbation préalable d'un Instance multisectorielle sous la coordination des SPM	Foncier	MINDCAF MINADER SPM			

Problématique rencontrée	N°	RECOMMANDATION	DOMAINE / SECTEUR	RESPON-SABLE	INDICATEURS DE RESULTAT	DELAIS D'EXECUTION	SOURCE DE VERIFICATION
Les coûts de production sont très élevés en raison de l'importation de l'ensemble du matériel et la faible mécanisation / modernisation. De plus, du fait de l'importation des retards dans la production sont récurrents du fait des incidents dans le transport maritime	R11 -	Identifier les mesures incitatives pour pousser à la mise en place d'unités de production industrielle d'engrais, produits phytosanitaires et autres matériel végétal	Import-substitution	MINEPAT MINFI			
L'insuffisante valorisation des productions locales et les pertes post récoltes du fait de l'insuffisante transformation ne sont pas de nature à favoriser l'essor du secteur agricole	R12 -	Promouvoir le Made in Cameroon notamment à travers le renforcement des mesures de soutien des acteurs à la transformation et la consommation locale Rationaliser la mise en œuvre de la politique d'import-substitution en tenant compte de la qualité et de la disponibilité de l'offre locale et de manière générale, s'assurer que tous les départements ministériels concernés œuvrent à y donner un contenu réel	Planification stratégique	SPM MINMIDT MINFI MINCOM-MERCE			

Problématique rencontrée	N°	RECOMMANDATION	DOMAINE / SECTEUR	RESPON-SABLE	INDICATEURS DE RESULTAT	DELAIS D'EXECUTION	SOURCE DE VERIFICATION
Atelier 2 : Fiscalité et douanes. « Quelle cohérence entre politique économique et politique fiscale »							
Le rythme d'endettement soutenu de l'Etat couplé à une dépense fiscale importante se traduit par une pression grandissante sur les entreprises pour accroitre les recettes publiques	R13 -	Améliorer la gestion de la dette et des dépenses publiques pour les rendre plus efficientes et plus efficaces afin de réduire les effets négatifs sur le secteur privé, par la création de nouveaux impôts notamment	Gestion des finances publiques / gouvernance	MINFI			
La politique d'incitation aux investissements en République du Cameroun, offre trop d'avantages et pendant une durée très longue aux nouveaux investisseurs créant des distorsions de concurrence avec les Entreprises anciennes En outre, en dix ans, si l'on s'en tient aux chiffres disponibles, pour une proportion de 198 milliards de FCFA d'incitations fiscales et douanières accordées, la richesse créée se situerait autour de 41 milliards de FCFA seulement, soit 0,0018% du PIB.	R14 -	Rationaliser et optimiser les incitations fiscalo-douanières de manière à : éviter les distorsions concurrentielles ; préserver les finances publiques ; assurer la cohérence entre les incitations et les objectifs de politique économique ; Finaliser en concertation avec le secteur privé le processus en cours de réforme de la loi du 18 avril 2013 sur les incitations à l'investissement privé, et orienter les mesures accordées sur les secteurs prioritaires, tout en tenant compte d'un développement équitable des différentes régions du pays	Politique fiscale et douanière	MINFI API			
La politique fiscale doit continuellement être adaptée au contexte économique et social ainsi qu'aux défis auxquels les Entreprises sont confrontées	R15 -	Renforcer et pérenniser le dialogue entre les administrations fiscales et douanières et le secteur privé, les REC constituant à cet effet l'un des cadres de choix	Dialogue public-privé	MINFI DGI GECAM			

Problématique rencontrée	N°	RECOMMANDATION	DOMAINE / SECTEUR	RESPON-SABLE	INDICATEURS DE RESULTAT	DELAIS D'EXECUTION	SOURCE DE VERIFICATION
La dernière réforme fiscale datant de 20 ans, il est indispensable de repenser notre système fiscal pour aboutir à un élargissement de l'assiette fiscale et un impôt plus adapté et à même d'impulser une croissance véritable	R16-	Doter les parlementaires d'outils leur permettant de mesurer la cohérence entre la politique économique et la politique fiscale lors de l'adoption de la Loi de Finances (Renforcement des capacités, mise en place d'un cadre de dialogue secteur privé-parlementaires notamment)	Renforcement des capacités	MINFI/DGI GECAM			
	R17 -	Revoir le système de détermination du minimum forfaitaire dont le taux actuel de 2,2% assis sur le chiffre d'affaires est inadapté. Confirmer la suppression de la retenue de 5,5% aux entreprises assujetties à l'IGS. Ces modifications auront un effet d'élargissement de l'assiette fiscale parce qu'elles permettront d'attirer certaines entités dans le formel	Politique fiscale et douanière	MINFI / DGI			
	R18 -	Formuler des plaidoyers à l'attention des administrations fiscales et douanières sur la base d'études mettant en avant les coûts ou les gains potentiels pour l'Etat	Politique fiscale et douanière	GECAM			

Problématique rencontrée	N°	RECOMMANDATION	DOMAINE / SECTEUR	RESPON-SABLE	INDICATEURS DE RESULTAT	DELAIS D'EXECUTION	SOURCE DE VERIFICATION
Atelier 3 : Energie et l'industrie ? « Quelle politique énergétique pour un développement industriel efficient ?»							
Plusieurs projets énergétiques étant en cours de mise en œuvre une cohérence d'ensemble est indispensable à leur efficacité	R19 -	Veiller à la finalisation des projets en cours en s'assurant de la prise en compte de l'ensemble des composantes (production, transport, distribution)					
	R20 -	Mettre en place de manière effective un mix énergétique plus compétitif en développant plus de gaz et d'énergie solaire pour stabiliser l'offre, et réduire la dépendance à l'hydroélectricité	Amélioration de l'offre énergétique	MINEE			
L'énergie est un facteur important dans les coûts de production des Entreprises, Repenser la tarification permettrait une meilleure productivité	R21 -	Réviser la tarification et le modèle économique permettant d'adapter les coûts de l'énergie pour favoriser la productivité industrielle	Coût des facteurs	ARSEL			
L'investissement dans les infrastructures de distribution d'électricité affiche un déficit criard ; Et pourtant cela est indispensable pour assurer la déserte des capacités disponibles	R22 -	Accélérer le paiement de la dette publique vis-à-vis de l'entreprise ENEO afin de faciliter la maitrise de l'exploitation à celle-ci	Gestion des finances publiques / gouvernance	MINEE MINFI			
Les synergies d'action indispensables entre le transporteur, les producteurs et le distributeur souffrent du peu d'implication du Transporteur	R23 -	Réexaminer la gouvernance de SONATREL pour une meilleure performance du transport de l'énergie	Réglementation su secteur de l'énergie	MINEE SONTREL			

Problématique rencontrée	N°	RECOMMANDATION	DOMAINE / SECTEUR	RESPON-SABLE	INDICATEURS DE RESULTAT	DELAIS D'EXECUTION	SOURCE DE VERIFICATION
Atelier 4 : Gouvernance. « Place de la gouvernance dans la compétitivité des entreprises publiques »							
Une perte de valeur généralisée est observée dans pratiquement toutes les couches de la population	R24 -	Intégrer le respect des valeurs éthiques et de l'intérêt collectif dans l'éducation de base afin de combattre les pratiques telles que la corruption qui sont un frein au développement et à la compétitivité	Gouvernance	SPM			
Des Pesanteurs administratives occasionnent l'inefficacité dans la mise en œuvre des politiques publiques	R25 -	Intensifier la lutte contre la corruption dans les prestations des services publics à travers notamment l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre stricte d'un code d'éthique pour les personnels publics	Gouvernance	MINFOR-PRA CONAC MINJUS-TICE			
L'ignorance des règles de gouvernance au sein des Entreprises en général et des Entreprises familiales en particulier impacte leur performance et occasionne à terme leur faillite	R26-	Sensibiliser les entreprises sur les solutions contenues dans le code de bonne gouvernance élaboré par le GECAM avec l'aide du Groupe AFD-PROPARCO et à adopter les principes qui y sont contenus	Gouvernance	GECAM			
	R27	Encourager les entreprises qui en remplissent les critères, à se doter de conseils d'administrations efficaces composés de membres conscients de leur rôle dans la définition de la stratégie de l'entreprise, ses besoins de compétitivité, stabilité, innovation, transparence dans la gestion et qui mettent en place des règles de gouvernance établissant clairement la distribution des pouvoirs au sein de la société	Gouvernance	GECAM			

Problématique rencontrée	N°	RECOMMANDATION	DOMAINE / SECTEUR	RESPON-SABLE	INDICATEURS DE RESULTAT	DELAIS D'EXECUTION	SOURCE DE VERIFICATION
Atelier 5 : Développement d'infrastructures. « De la nécessité d'un investissement infrastructurel intensif indispensable pour augmenter la croissance »							
La dégradation soutenue des infrastructures routières et de transport constituent un véritable frein au développement (Enclavement des bassins de production, rallongement des délais de passages sur les différents corridors, accidents mortels)	R28 -	Mettre en place une autorité nationale de la route qui aura à charge l'identification la réalisation et la rentabilisation des projets routiers d'envergure. Elle veillera à identifier les solutions de financement les plus rentables					
L'entretien routier est effectué par plusieurs Départements Ministériels ce qui ne favorise pas la cohérence dans les actions	R29 -	Mettre en place un programme de réforme profonde du CARPA pour le doter de ressources financières et humaines conséquentes.	Financement des infrastructures	MINFI CARPA			
Le CARPA dans ses missions se contente de se prononcer sur l'éligibilité ou nom d'un Projet au financement PPP ; En tant que plaque tournante, qui reçoit tous les projets, il pourrait efficacement déceler les doublons éventuels ou les contradictions dans les projets soumis à son examen	R30 -	Diversifier et améliorer le financement des infrastructures avec des sources innovantes de financement reposant sur des ressources locales des CTD et autres acteurs du privé	Financement des infrastructures	MINDEVEL FEICOM MINFI MINEPAT			

Problématique rencontrée	N°	RECOMMANDATION	DOMAINE / SECTEUR	RESPONSABLE	INDICATEURS DE RESULTAT	DELAIS D'EXECUTION	SOURCE DE VERIFICATION
Atelier 6 : Numérique et innovation pour l'entreprise. « Comment rattraper dans la transformation numérique des entreprises et administration ? »							
Le Cameroun observe un retard dans le développement numérique : - Faible maillage territorial en fibre optique ; - Régulation des réseaux de communications électroniques non efficiente ; - Téléphonie fixe en voie de disparition sans un véritable plan de relève pour la communication des Entreprises et des Organisations ; - Gouvernance de l'interconnectivité locale ne permettant pas l'éclosion de startups locales indépendantes ; - Digitalisation des Entreprises lente : 39% seulement offrent des services en ligne, 22% sont satisfaites du service internet qui leur est offert, 57% ont une politique de sécurité internet et 51% , un plan de continuité en cas de bug informatique	R31 -	Élaboration et Mise en œuvre d'une Stratégie Nationale de développement du numérique (SNDN) alignée sur la SND30.	Planification stratégique	MINPOSTEL			
	R32 -	Renforcer la gouvernance de la régulation en mettant en place un cadre légal et technique pour la mise en œuvre effective des textes réglementaires, en veillant à leur application transparente et équitable.	Gouvernance	MINPOSTEL			
	R33 -	Mise en place par CAMTEL d'une offre d'interconnexion destinée aux opérateurs licenciés de services d'accès Internet par FTTH et de services d'accès téléphonique sur des numéros fixes virtuels, afin de renforcer l'écosystème numérique local.	Amélioration de l'offre TIC	MINPOSTEL			
	R34 -	Mettre en place un cadre réglementaire incitatif pour faciliter l'accès des TPE/PME du numérique à la commande publique, notamment pour les services innovants non inclus dans la Mercuriale.	Règlementation du secteur des TIC	MINPOSTEL			
	R35 -	Mettre en place un cadre réglementaire incitatif pour la création de zones franches numériques, inspiré des modèles réussis dans les pays africains tels que Côte d'Ivoire, Gabon et Rwanda. Ces zones auront pour mission de financer et développer des startups porteuses de grands projets structurants, tels que : Data Centers, Centres de R&D, Usines de fabrication d'équipements, Développement de logiciels, …	Règlementation du secteur des TIC	MINPOSTEL			

Problématique rencontrée	N°	RECOMMANDATION	DOMAINE / SECTEUR	RESPON-SABLE	INDICATEURS DE RESULTAT	DELAIS D'EXECUTION	SOURCE DE VERIFICATION
Atelier 7 : Financement des PMEs. « Financement des PMEs, qu'est-ce-qui cloche ? »							
Notre économie est constituée à 99 % de Petites et Moyennes Entreprises, et pourtant leur taux de sinistralité demeure très élevé. En moyenne 70% des PMEs créées déposent le bilan au bout de 3 ans de fonctionnement. En cause : - Une fiscalité inadaptée ; - Un secteur informel oppressant, créant des distorsions de marché ; - Le défaut de formation entrepreneuriale des promoteurs ; - Un accès au financement non adapté et ne répondant pas au besoin des PMEs ; - Le défaut de garantie des promoteurs pour obtenir des crédits bancaires ; - Le manque d'information sur les outils de financement mis en place par l'Etat, les modes alternatifs de financement	R36 -	Mettre en place de manière effective et rapide une Banque Nationale d'Investissement et Restructurer la BCPME	Financement de l'économie	SPM			
	R37 -	Améliorer l'éducation financière des dirigeants des PME, notamment dans le recours aux modes alternatifs de financement, le montage des business plan, la gestion financière et la tenue des comptes, les outils de financement mis en place par le gouvernement et les partenaires techniques et financiers.	Education financière et comptable des PME	MINFI GECAM MINPMEESA			
	R38 -	Réduire les asymétries d'informations en mettant en place des plates-formes de dialogue et de collaboration entre PME, Grandes Entreprises et banques ;	Education financière et comptable des PME	MINFI APECAM GECAM			
	R39 -	Mettre en place des fonds de garantie facilitant l'accès des PME au financement ;	Accès au financement pour les PME	MINFI			
	R40 -	Encourager les banques à adapter leurs produits et services aux PME, à leurs différents stades de fonctionnement et à leurs différents secteurs d'activité ;	Accès au financement pour les PME	MINFI APECAM			

Problématique rencontrée	N°	RECOMMANDATION	DOMAINE / SECTEUR	RESPON-SABLE	INDICATEURS DE RESULTAT	DELAIS D'EXECUTION	SOURCE DE VERIFICATION
Atelier 8 : Formation et employabilité. « Comment accroître l'employabilité des jeunes ? »							
Plus de 6000 étudiants de l'enseignement supérieur sont diplômés chaque année pour un taux d'insertion autour de 4%. La faiblesse de leur taux d'insertion suggère que les diplômes obtenus sont en inadéquation avec les besoins du marché.	R 41 -	Aligner les programmes de formation aux besoins du marché.	Formation et employabilité	MINEFOP MINESUP			
Le fonds National de l'Emploi financé par le prélèvement des cotisations sociales des Employeurs à hauteur de 1% de la part patronale, se voit doté de ressources représentant à peine 45% du montant effectivement prélevé. Cette dotation ne lui permet pas de réaliser efficacement ses missions	R42 -	Renforcer la capacité financière du Fonds National de l'Emploi, pour lui permettre de jouer pleinement son rôle dans l'insertion des chercheurs d'emploi et dans la prospective pour la réduction du taux de chômage		MINEFOP			
La formation professionnelle demeure le parent pauvre de notre système éducatif. L'industrialisation d'un pays intègre la mise sur pied d'une politique de professionnalisation (formations courtes, alternance, stages professionnels) pour favoriser l'essor de métiers utilisés Entreprises et les industries.	R43 -	Elaborer et mettre en place une stratégie nationale d'éducation à l'entrepreneuriat.	Formation et employabilité	MINPMEESA MINESUP MINEFOP			
	R44 -	Promouvoir les certifications de courtes durées.	Formation et employabilité	MINEFOP			
	R45 -	Renforcer les incitations à l'embauche et aux stages.	Formation et employabilité	MINTSS			
	R46 -	Intégrer les acteurs de la formation professionnelle dans les politiques économiques.	Formation et employabilité	MINEPAT			

REC 2025

1ÈRE ÉDITION